

COMMUNIQUÉ - POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Crise des infrastructures en eau : une réforme de financement s'impose au Québec

Montréal, le 31 mars 2026 - En pleine année électorale, et à la suite d'un budget qui a fait l'impasse sur les infrastructures en eau, [une étude d'Aviseo](#) commandée par le Groupe tactique sur les infrastructures en eau liées au logement met en lumière une réalité préoccupante : le réseau québécois d'eau potable est sous forte pression, avec d'importants besoins à combler d'ici 2031, alors qu'il existe des solutions à portée de main nécessitant de la volonté politique.

Vieillissantes et plus vulnérables aux changements climatiques, ces infrastructures peinent à suivre la croissance démographique et les impératifs de densification. À cela s'ajoute une consommation d'eau faisant de celle du Québec la deuxième plus élevée du pays, ce qui accentue la pression sur des réseaux déjà fragilisés.

« Le sous-financement chronique des infrastructures en eau n'est plus un enjeu secondaire : il freine directement la construction de logements et accentue les problèmes d'abordabilité. Chaque projet retardé ou abandonné faute de capacité des réseaux d'eau illustre l'urgence d'agir. Sans une mobilisation rapide et coordonnée de tous les paliers de gouvernement, c'est à la fois l'accès à de nouveaux logements et la qualité des services essentiels qui sont en jeu », souligne le Groupe tactique sur les infrastructures en eau liées au logement.

Un sous-financement qui freine le développement et la construction

Les investissements demeurent insuffisants pour répondre aux besoins croissants. Les municipalités investissent en moyenne 280 \$ par habitant, contre les 799 \$ requis, tandis que la part des investissements provinciaux accuse une baisse marquée de 400 millions de dollars depuis 2018.

Ce sous-financement a des impacts concrets sur le développement. En 2025, 43 municipalités ont dû restreindre des projets, freinant la construction de 36 000 logements. Cette situation se traduit par des moratoires, des suspensions de permis et des redevances pouvant atteindre 5 390 \$ par logement, de Sherbrooke à Lévis.

Le Groupe tactique appelle à des actions immédiates :

- **Municipal** : implanter un principe utilisateur-payeur avec compteurs d'eau, comme c'est le cas à Repentigny où la consommation d'eau est restée stable depuis 20 ans alors que sa population a augmenté de 18 %, et recourir à des outils comme le *TIF* (Financement par accroissement de la valeur foncière) pour mieux gérer la consommation et financer les infrastructures sans augmenter les taxes.
- **Provincial** : accroître les investissements dans le Plan québécois des infrastructures (PQI), assurer un financement prévisible et durable, inciter les municipalités à adopter les compteurs d'eau pour réduire le gaspillage et revoir les priorités pour résorber le déficit de maintien des actifs.

- **Fédéral** : augmenter la contribution, bonifier les transferts au Québec et offrir plus de flexibilité aux acteurs locaux pour prioriser les projets.

[Pour consulter le sommaire exécutif](#)

Pour consulter l'étude au complet, veuillez communiquer avec l'APCHQ.

-30-

À propos du Groupe tactique sur les infrastructures en eau liées au logement

Le Groupe tactique sur les infrastructures en eau vise à faire du déficit d'investissement dans les réseaux d'eau une priorité publique et gouvernementale. Il a pour mandat de proposer des solutions concrètes afin d'améliorer les infrastructures, notamment en documentant les besoins, en identifiant des innovations technologiques et financières, et en levant les obstacles à la réalisation des projets. Réunissant des acteurs clés des milieux de la construction, de l'ingénierie, de l'urbanisme et de l'environnement, le Groupe tactique agit dans un contexte où le sous-investissement freine la construction de logements et accentue la crise de l'habitation au Québec.

Renseignements :

Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)

Cyriaque Gaborieau

Conseiller en relations médias et affaires publiques

Cellulaire : 514 237-7096 - cyriaque.gaborieau@apchq.com

Association de la construction du Québec (ACQ)

Félix Rhéaume

Directeur, Affaires publiques et gouvernementales

Cellulaire : 514 912-2639 - rheaumef@acq.org

Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQTQ)

Judith Gendron

Responsable affaires publiques et relations gouvernementales

Cellulaire : 514 775-4739 - jgendron@acrgtq.qc.ca

Association des firmes de génie-conseil du Québec (AFG)

Benoît Cyrenne

Directeur des communications et affaires publiques

Cellulaire : 514 999-0219 - bcyrenne@afg.quebec

Institut de développement urbain du Québec (IDU)

Emmanuella Tchanga

Gestionnaire de projets marketing et communications

Cellulaire : 514 291-6093 - etchanga@idu.quebec

Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)

Lise Walczak

Conseillère aux affaires publiques et gouvernementales

Cellulaire : 438 496-884 - lwalczak@ouq.qc.ca

Réseau Environnement

Mathieu Laneuville

Cellulaire : 1 514 270-7110 - info@reseau-environnement.com

Vivre en Ville

Samuel Pagé-Plouffe

Directeur, Affaires publiques et gouvernementales

Cellulaire : 514 714-6762 - samuel.page-plouffe@vivreenville.org